



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
 LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



**ANSD**  
 Agence Nationale de  
 la Statistique et de la Démographie

# SITUATION ECONOMIQUE

# ET SOCIALE DU SENEGAL

**EDITION 2006**

Directeur Général, Directeur de Publication	Babakar FALL
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Ibrahima SARR
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Coordonnateur de la Cellule de Programmation, de Coordination et de Coopération Internationale	El.Hadji Malick DIAME

#### COMITE DE LECTURE

Mamadou Fallou Mbengue - Khalil El Gazri - Momar Ballé Sylla - Mamadou Ndao  
Aliou Gaye - Mamadou Bah - Mme Bineta Mbow Guissé - Bakary Djiba - El hadji Malick Diamé

#### COMITE DE REDACTION

1. PRESENTATION DU PAYS	Coordination : Mory Diouss
2. DEMOGRAPHIE	Fatou Binetou Camara
3. EDUCATION ET FORMATION	Djibril Ndoye & Ahmed Tidiane Diallo
4. EMPLOI	Marième Fall & Macoumba Diouf
5. SANTE	Thierno Diouf & Meissa Ndour
6. ASSISTANCE SOCIALE	Djibril Ndoye
7. AGRICULTURE	Insa Sadio
8. ENVIRONNEMENT	Mamadou Faye
9. ELEVAGE	Insa Sadio
10. PECHE MARITIME SENEGALAISE	Mme Astou Ndiaye
11. TRANSPORT	Papa Seyni Thiam
12. TOURISME	Adama Seck
13. JUSTICE	Assane Thioune
14. BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	Adama Seck
15. INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	Maxime Nagnonhou
16. INSTITUTIONS FINANCIERES	Amar Seck
17. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda Balle
18. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou Kane & Ousseynou Sarr
19. PRIX	Baba Ndiaye
20. FINANCES PUBLIQUES	Abou Aw

#### AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Rue de Diourbel x rue de Saint Louis - B.P. 116 Dakar R.P.

Tél. (221) 33 869 21 39 - 33 825 33 32 - 33 825 00 50 • Fax : (221) 33 824 36 15

E-mail : statsenegal@yahoo.fr • Site internet: www.ansd.sn

Distribution : Division de la Diffusion de la Documentation et des Relations avec les Usagers

## SOMMAIRE

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	4 à 7
AVANT PROPOS	8
PRESENTATION DU PAYS	9
1. DEMOGRAPHIE	10 à 25
2. EDUCATION ET FORMATION	26 à 61
3. EMPLOI	62 à 77
4. SANTE	78 à 95
5. ASSISTANCE SOCIALE	96 à 107
6. AGRICULTURE	108 à 117
7. ENVIRONNEMENT	128 à 132
8. ELEVAGE	128 à 133
9. PECHE MARITIME SENEGALAISE	134 à 141
10. TRANSPORT	142 à 151
11. TOURISME	152 à 155
12. JUSTICE	156 à 175
13. BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	176 à 181
14. INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	182 à 191
15. INSTITUTIONS FINANCIERES	192 à 197
16. COMMERCE EXTERIEUR	198 à 205
17. COMPTES ECONOMIQUES	206 à 215
18. PRIX	216 à 219
19. FINANCES PUBLIQUES	220 à 225
TABLEAUX ANNEXES	226 à 278
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	279

## XVII- COMPTES ECONOMIQUES

### Introduction

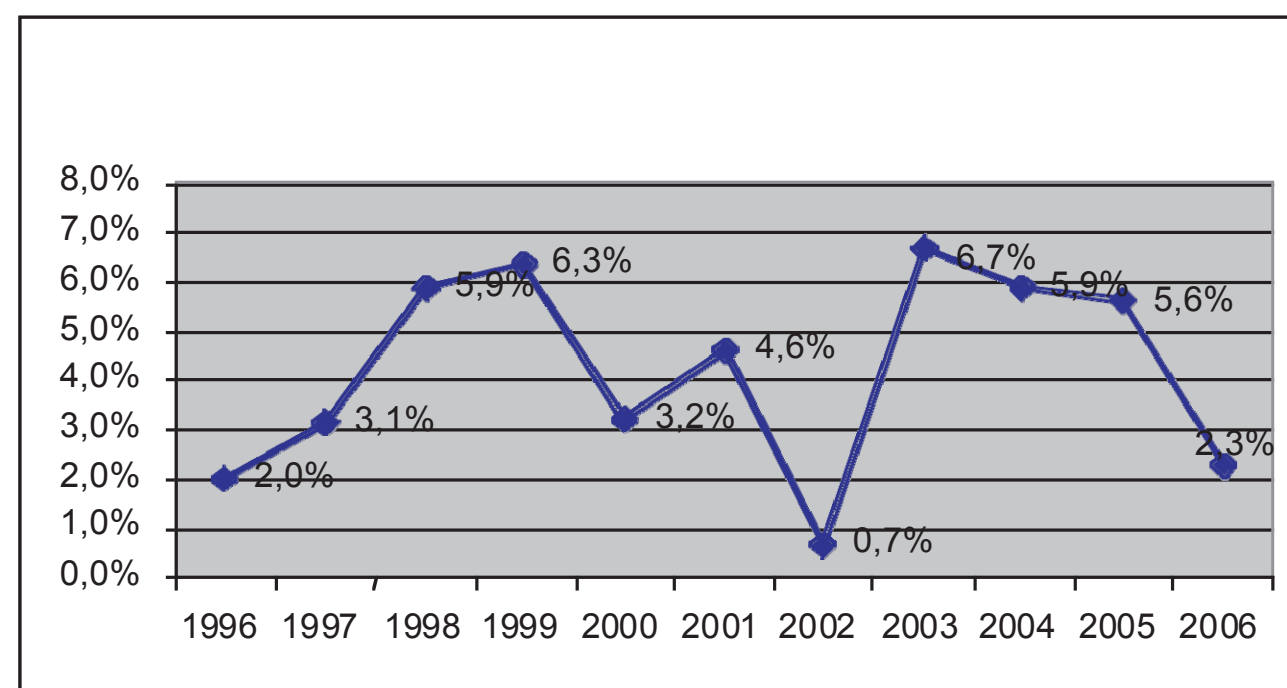
L'économie sénégalaise a traversé une période difficile en 2006 caractérisée par la chute de la production dans les sous-secteurs de l'agriculture, de la pêche, des activités extractives et le repli de la production industrielle. Ainsi, malgré les performances enregistrées dans certaines activités de service telles que les télécommunications, l'économie sénégalaise n'a progressé que de 2,3% en 2006.

Dans ce qui suit, nous analyserons les résultats des comptes nationaux provisoires de 2006. Cette analyse sera axée sur les indicateurs macroéconomiques, la structure des ressources et des emplois du Produit intérieur brut (PIB), la croissance en volume des ressources et des emplois du PIB, la contribution des différentes activités à la croissance du PIB ainsi que son affectation.

### I - Les indicateurs macroéconomiques

Après avoir atteint des taux de croissance en termes réels de 5,9% en 2004 et 5,6% en 2005, l'économie sénégalaise a connu une progression de 2,3% en 2006. Cette décélération résulte essentiellement des contre performances du secteur primaire (-10,0%) consécutives aux difficultés notées dans l'agriculture, la pêche et les activités extractives mais également celles du secteur secondaire (1,6%) à la suite du ralentissement des activités de raffinage de pétrole et de fabrication de produits chimiques. Néanmoins, ce ralentissement a été atténué par la croissance du secteur tertiaire qui s'établit à 5,5% en 2006 et par un bon niveau de recouvrement des taxes.

Graphique 17.1 Taux de croissance annuel du PIB



Le PIB à prix courants se situe à 4 846 milliards en 2006 contre 4 582 milliards en 2005, soit une progression de 5,8%. Le PIB par tête a connu un relèvement de 3,3% en passant de 423 621 en 2005 à 437 562 FCFA en 2006.

L'accroissement de la consommation finale (6,8% en valeur) a été plus rapide que celui du Produit intérieur brut induisant une diminution du taux d'épargne intérieure qui est passé de 9,7% en 2005 à 8,8% en 2006.

Le taux d'investissement a atteint 25,3% en 2006 à la suite de l'augmentation de 19,9% de la formation brute de capital fixe (FBCF), résultant des externalités positives dues à la forte hausse de la FBCF publique amorcée depuis 2004 (14,8%) à travers l'amélioration des infrastructures publiques.

Quant aux échanges extérieurs de biens et services, ils ont été marqués par un repli des secteurs exportateurs traditionnels (produits arachidières, pêche, phosphate, acide phosphorique) qui ont entraîné la valeur totale des exportations à la baisse (-0,8%). Les importations ont, par contre, connu un relèvement de 4,7%. Ainsi, le déficit de la balance commerciale s'est accentué entre 2005 et 2006 en passant de 708 milliards à 809 milliards de FCFA.

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, se situe à 3,4% en 2006 contre 2,3% en 2005 et 0,5% en 2004. La progression des prix, observée ces deux dernières années, est principalement liée à la flambée des cours du baril de pétrole sur le marché international avec ses effets induits sur le renchérissement des produits industriels.

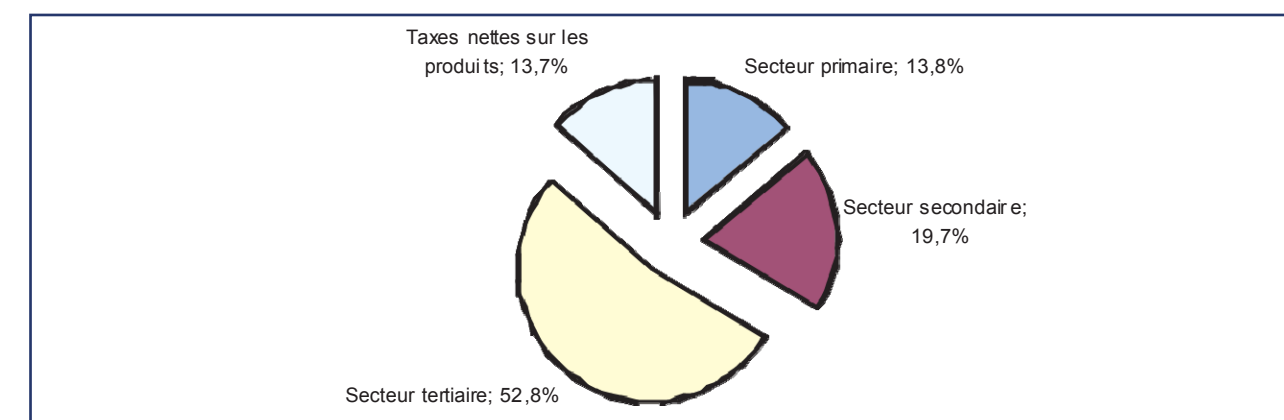
Toutefois, la hausse de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (2,1% en 2006) reste contenue en deçà du seuil de 3% fixé dans le cadre des critères de convergence établis au sein de l'UEMOA.

### II - Structure des ressources et des emplois du PIB

#### II.1 La structure du PIB en ressources

A la faveur des contre-performances notées dans les secteurs primaire et secondaire, le poids du secteur tertiaire dans le PIB s'est accru en 2006 en s'établissant à 52,8%. Les secteurs primaire et secondaire représentent respectivement 13,8% et 19,7% du PIB en 2006. Quant à la part des taxes nettes sur les produits dans le PIB, elle s'établit à 13,7%.

Graphique 17.2 Structure du PIB par secteur d'activités



Le secteur primaire reste dominé par l'agriculture (6,7%) malgré les difficultés rencontrées par ce sous-secteur. Le poids de l'élevage est relativement stable durant les trois (3) dernières années et se situe autour de 4% du PIB. La part des industries extractives dans le PIB a légèrement baissé (0,8% en 2006 contre 1,0% en 2005).

Relativement au secteur secondaire, la décélération de la branche fabrication de produits chimiques se poursuit avec une part de 1,1% du PIB en 2006 contre 1,9% et 1,7% respectivement en 2004 et 2005. Le dynamisme des BTP se traduit par une progression de son poids dans le PIB qui s'établit à 4,9% du PIB en 2006 contre 4,3% en 2005 au moment où la part de l'énergie se stabilise autour de 2,3% du PIB.

S'agissant du secteur tertiaire, le poids des activités commerciales reste prépondérant en 2006 avec près de 16% du PIB. L'essor des transports, postes et télécommunications se poursuit en 2006 avec 10,8% du PIB contre 9,9% en 2005. La croissance des activités d'administration reste soutenue en se maintenant au dessus de 6% en 2006.

Tableau 17.1 Structure du Produit Intérieur Brut par branche d'activités (en pourcentage du PIB aux prix courants)

	2004	2005	2006
agriculture	7,2%	8,1%	6,7%
élevage	4,0%	4,0%	4,1%
sylviculture	0,8%	0,8%	0,8%
pêche	1,8%	1,8%	1,5%
industries extractives	1,1%	1,0%	0,8%
Secteur Primaire	14,8%	15,6%	13,8%
huileries	0,1%	0,1%	0,1%
Fabrication de produits chimiques	1,9%	1,7%	1,1%
énergie	2,3%	2,2%	2,3%
btp	4,4%	4,3%	4,9%
autres industries	12,0%	11,4%	11,2%
Secteur Secondaire	20,7%	19,7%	19,7%
commerce	16,6%	16,1%	15,9%
transports, postes et télécommunication	9,3%	9,9%	10,8%
Services sociaux	4,6%	4,7%	4,9%
autres services	15,3%	14,9%	15,0%
administration	6,3%	6,2%	6,1%
Secteur Tertiaire	52,1%	51,6%	52,8%
TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	12,4%	13,1%	13,7%

Source ANSD

## II.2 La structure du PIB en emplois

Une des caractéristiques de l'économie sénégalaise est le poids important de la consommation finale dans le PIB. En effet, elle représente plus de 90% du Produit intérieur brut durant les trois dernières années (2004 à 2006). En 2006, les dépenses de consommation finale ont atteint 91,2% du PIB dont 77,8% effectuées par les ménages. La vigueur de la consommation des ménages est, entre autres, soutenue par les transferts courants des sénégalais de l'extérieur qui ont atteint 442 milliards en 2006 contre 378 milliards de FCFA en 2005. Quant à la consommation finale publique, elle représente 13,4% du PIB. Le service de la dette a atteint 42,4 milliards de FCFA en 2006, soit 6,9% de la consommation finale publique.

La formation brute de capital fixe (FBCF) a connu un bond considérable en s'établissant à 26,4% du PIB en 2006 contre 22,9% en 2005. Cette évolution se traduit par une progression du taux d'investissement qui a atteint 25,5% en 2006, en liaison avec les importants programmes d'investissement public et la vigueur dans la construction de logements par les ménages.

Au titre des exportations, les difficultés des principaux secteurs exportateurs évoquées ci-dessus, ont provoqué un recul du poids de ce poste dans le PIB (25,4% en 2006 contre 27,1% en 2005). Quant aux importations, leur poids dans le PIB s'établit à 42,1% en 2006 contre 42,5% en 2005 en valeur absolue. Au total, les exportations nettes restent négatives et atteignent 16,7% en 2006 contre 15,4% en 2005.

Tableau 17.2 Structure des emplois du Produit Intérieur Brut (en pourcentage du PIB aux prix courants)

	2004	2005	2006
Consommation finale	91,0%	90,3%	91,2%
marchande	70,4%	69,9%	70,4%
non marchande	20,6%	20,3%	20,8%
publique	13,5%	13,2%	13,4%
privée	77,5%	77,1%	77,8%
Formation brute de capital fixe	22,3%	22,9%	26,4%
publique	5,3%	5,5%	5,6%
privée	16,9%	17,4%	20,8%
Variation de stocks	-0,6%	2,2%	-0,9%
Exportations nettes de bien et services	-12,6%	-15,4%	-16,7%
Exportations de biens et services	27,1%	27,1%	25,4%
Importations de biens et services	-39,8%	-42,5%	-42,1%

Source ANSD

## III La croissance en volume des ressources et des emplois du PIB

## III.1 La croissance en volume des ressources du PIB

L'année 2006 a été caractérisée par une conjonction de facteurs défavorables qui ont conduit à un ralentissement de l'activité économique dont le taux de croissance est ressorti à 2,3%. Mais au-delà de ces difficultés d'ordre conjoncturel, le repli de la croissance en 2006 traduit la faible diversification de l'économie dont l'évolution est fortement liée à celle de certains sous-secteurs tels que l'arachide, la pêche et les phosphates.

Les contre-performances de l'agriculture (-16,7%) ainsi que la persistance des difficultés des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), à travers ses activités extractives, ont eu un impact négatif sur l'évolution du secteur primaire avec une valeur ajoutée en baisse de 10% en 2006. La pêche a également connu une contraction de son activité en 2006 avec un recul de la croissance de 15,6%. La rareté des ressources halieutiques a visiblement pesé sur la croissance de ce secteur moteur de l'économie.

La décélération de la valeur ajoutée du secteur secondaire, qui a débuté en 2005 avec une progression de 2,5%, s'est poursuivie en 2006 avec une croissance de 1,6%. Le renchérissement des coûts de l'énergie ainsi que l'arrêt de l'activité de raffinage de la SAR durant la plus grande partie de l'année 2006 ont pesé sur l'évolution de ce secteur. Par ailleurs, les difficultés persistantes des ICS se sont traduites par une baisse de plus de 60% de la production d'acide phosphorique en 2006. Toutefois, le repli des activités industrielles a été atténué par une bonne tenue des BTP dont la croissance est ressortie à 14,8% en 2006.

Avec une progression de 5,5%, le secteur tertiaire a été le principal soutien de la croissance en 2006. Ce secteur est tiré par le dynamisme des postes et télécommunications dont la croissance de la valeur ajoutée est ressortie à 22,4% en 2006. Les activités d'administration ont également connu une évolution soutenue avec une hausse de 6,0% en 2006.

Tableau 17.3 Taux de croissance annuel des volumes du Produit Intérieur Brut par branches d'activités (en taux de croissance annuel base 1999)

	2004	2005	2006
agriculture	4,1%	16,3%	-16,7%
élevage	1,2%	3,9%	6,7%
sylviculture	1,2%	3,8%	0,3%
pêche	-2,3%	10,2%	-15,6%
industries extractives	6,2%	-14,6%	-18,2%
Secteur Primaire	2,7%	9,0%	-10,0%
huileries	-27,4%	13,9%	29,8%
fabrication de produits chimiques	0,9%	-6,3%	-36,1%
énergie	2,3%	3,2%	5,5%
btp	18,0%	9,5%	14,8%
autres industries	4,6%	1,4%	1,9%
Secteur Secondaire	6,0%	2,5%	1,6%
commerce	4,3%	1,3%	3,2%
transports, postes et télécommunications	16,6%	15,1%	13,3%
services sociaux	6,0%	7,5%	2,9%
autres services	6,2%	4,9%	3,2%
administrations	4,9%	7,2%	6,0%
Secteur Tertiaire	7,2%	6,1%	5,5%
TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	4,0%	4,6%	4,5%

Source ANSD

## III.2 La croissance en volume des emplois du PIB

Malgré le ralentissement de l'activité économique en 2006, la consommation finale reste vigoureuse avec un accroissement de 5,3%. Elle est principalement tirée par la consommation des ménages (5,7%) dont la croissance est soutenue par les transferts courants des sénégalais vivant à l'étranger. La consommation finale publique a crû de 3,2% en 2006.

La FBCF a fortement progressé en 2006 avec un taux de croissance de 19,9% en 2006 contre 7,0% en 2005. Les nombreux programmes d'investissement public ainsi que les transferts en capital des sénégalais de l'étranger qui acquièrent des biens immobiliers, ont largement contribué au niveau atteint par la FBCF en 2006.

Quant aux exportations, elles ont sensiblement baissé en 2006 avec une perte de près de 9 points de croissance. Cette situation est imputable au repli de la production des principaux produits d'exportation tels que les produits halieutiques, le phosphate et l'acide phosphorique. En effet, les quantités de produits halieutiques exportées ont connu un recul de 13% ; les exportations de phosphates ont baissé de 10% tandis que celles de l'acide phosphorique ont accusé un repli de 6%. A contrario, les importations ont connu un relèvement de 1,0% durant cette année. Il en résulte un recul de 25,7% du volume des exportations nettes de biens et services en 2006.

Tableau 17.4 Taux de croissance annuel des volumes des emplois du PIB (en %)

	2004	2005	2006
Consommation finale	4,5%	5,0%	5,3%
marchande	4,1%	4,6%	6,0%
non marchande	5,7%	6,5%	3,1%
publique	5,6%	8,2%	3,2%
privée	4,3%	4,5%	5,7%
Formation brute de capital fixe	9,5%	7,0%	19,9%
publique	14,8%	8,5%	5,7%
privée	7,9%	6,6%	24,4%
Exportations nettes de biens et services	15,9%	-34,0%	-25,7%
Exportations de biens et services	6,8%	2,4%	-8,6%
Importations de biens et services	0,5%	9,7%	1,0%

Source ANSD

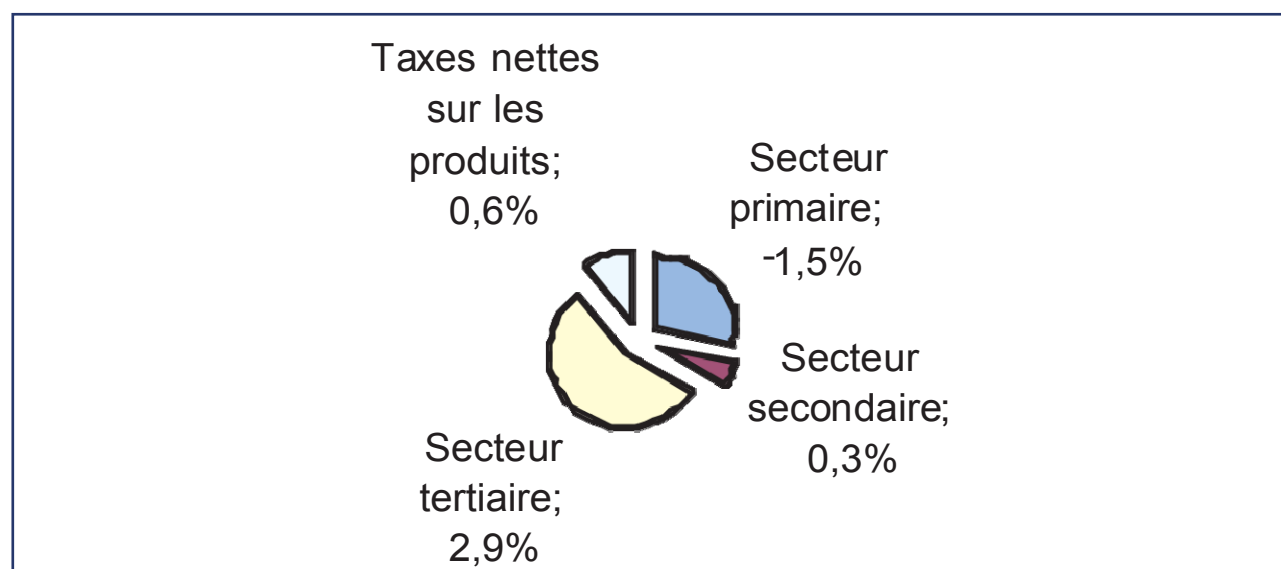
#### IV. Contribution à la croissance du PIB et son affectation

Il s'agit dans cette partie d'analyser la contribution à la croissance du PIB des secteurs et branches d'activités et leur affectation au niveau des emplois.

##### IV.1 Contribution à la croissance du PIB

Il apparaît dans le graphique ci-dessous que le secteur tertiaire a été le principal moteur de la croissance en 2006 avec une contribution de 2,9 points. Avec un bon niveau de recouvrement en 2006, la contribution des taxes nettes sur les produits a atteint 0,6 point. Par contre, les difficultés du secteur primaire ont eu un impact négatif sur la croissance avec une contribution qui s'établit à -1,5 point en 2006.

Graphique 17.3 Contribution sectorielle à la croissance du PIB



Au niveau du secteur primaire, seul l'élevage a eu une contribution positive au PIB, tandis que les sous-secteurs de l'agriculture, de la pêche et des activités extractives ont tiré la croissance à la baisse.

Dans le secteur secondaire, le retrait de la production industrielle déjà constaté en 2006 à travers l'IPI (indice de la production industrielle) se traduit par un repli de la contribution des branches de ce secteur. Néanmoins, la vigueur des bâtiments et travaux publics (BTP) a permis d'atténuer la baisse de la contribution du secteur secondaire dans la croissance du PIB.

Au niveau du secteur tertiaire, le bon comportement des postes et télécommunications (contribution de 1,5 point) a permis d'atteindre une contribution globale de 2,9 points pour ce secteur. Le dynamisme du sous-secteur des télécommunications est lié à la forte progression des services de téléphonie mobile mais également à l'essor des activités de téléseuices avec des prestations de plus en plus diversifiées.

Tableau 17.5 Contribution sectorielle à la croissance du PIB (Taux de croissance annuel\*proportion du PIB à prix constants)

	2004	2005	2006
agriculture	0,3%	1,2%	-1,3%
élevage	0,1%	0,2%	0,3%
silviculture	0,0%	0,0%	0,0%
pêche	0,0%	0,1%	-0,2%
industries extractives	0,1%	-0,2%	-0,2%
huileries	0,0%	0,0%	0,0%
Fabrication de produits chimiques	0,0%	-0,1%	-0,7%
énergie	0,1%	0,1%	0,1%
btp	0,6%	0,4%	0,6%
autres industries	0,5%	0,2%	0,2%
commerce	0,7%	0,2%	0,5%
transports et télécommunication	1,5%	1,5%	1,4%
Services sociaux	0,3%	0,4%	0,2%
autres services	0,9%	0,7%	0,5%
administrations	0,3%	0,4%	0,4%

Source ANSD

##### IV.2 Affectation de la croissance

Du côté de la demande, la croissance a été tirée en 2006 par la consommation finale (4,7%) et la FBCF (4,6%).

Cet accroissement de la consommation finale privée (5,7%) est contre toute attente légèrement supérieur à celui du Revenu national disponible brut qui inclut les transferts courants (5,3%). Ceci est assez révélateur des pesanteurs à l'ajustement qui pèsent sur ce poste (effet cliquet dû aux habitudes de consommation).

La vigueur de la consommation des ménages a été soutenue par les fortes subventions sur les produits pétroliers et énergétiques, et rendue possible grâce à un fort taux de déstockage. En effet, les prix ont été contenus en 2006 à un niveau qui a encouragé une demande soutenue qui s'est réalisée grâce à l'offre de déstockage.

Le dynamisme de la consommation finale privée s'est traduit par une affectation de 4,3 points de croissance du PIB. A cet égard, les consommations de corps gras alimentaires (21,9%), de produits de l'élevage (13,9%), des boissons, jus de fruit et eau de table (5,8%) et d'autres produits alimentaires (5,3%) constituent des locomotives qui impriment leur évolution à la consommation finale des ménages. S'y ajoutent les produits énergétiques tels que le pétrole raffiné (12,8%), l'électricité le gaz et l'eau (9,6%), ainsi que les produits chimiques (7,3%) et la restauration et l'hébergement (10,5%). L'évolution de la consommation finale privée est également renforcée par la consommation de produits issus de secteurs en pleine expansion comme les télécommunications (31,4%) et les activités immobilières (6,9%).

Concernant les exportations nettes, l'effet cumulé de la baisse des exportations et du relèvement des importations a induit un recul de 2,6% sur la croissance du PIB.

La décroissance des exportations (-8,6% en valeur FOB) intervient après la forte décélération enregistrée l'année d'avant (6,8% en 2004 et 2,4% en 2005). Cette situation enregistrée en 2006 est imputable aux contre-performances des produits traditionnels d'exportation que sont la pêche (-25,1%), la fabrication de produits chimiques (-41,0%) et la transformation et conservation de viande, poisson (-13%). Cependant, le bon comportement des corps gras alimentaires (+159,2%) et, dans une moindre mesure, du raffinage de pétrole (+4,8%) ou des services d'hébergement et restauration (+3,6%) n'a pas atténué la chute des exportations.

Tableau 17.6 Affectation de la croissance aux emplois du PIB  
(Taux de croissance annuel\*proportion du PIB à prix constants).

	2004	2005	2006
Consommation finale	4,1%	4,5%	4,7%
marchande	2,9%	3,2%	4,1%
non marchande	1,1%	1,3%	0,6%
publique	0,7%	1,0%	0,4%
privée	3,4%	3,5%	4,3%
Formation brute de capital fixe	2,1%	1,6%	4,6%
publique	0,7%	0,5%	0,3%
privée	1,3%	1,1%	4,3%
Variation de stocks	-1,9%	2,2%	-4,4%
Exportations nettes de biens et services	1,6%	-2,7%	-2,6%

Source ANSD

## Conclusion

De l'analyse qui précède, il ressort trois (3) principaux enseignements

- du fait de sa faible diversification, l'évolution de l'économie sénégalaise reste fortement liée à celle de certains sous-secteurs tels que l'agriculture, la pêche et le phosphate ;
- cette économie est également sensible à la conjoncture internationale notamment le cours des produits pétroliers sur le marché international et l'appréciation du dollar par rapport à l'euro (à travers ses effets sur les recettes tirées des exportations de phosphates et d'acide phosphorique par exemple) ;
- du côté de la demande, la consommation finale demeure la locomotive de l'économie même si l'investissement connaît un certain essor durant ces trois (3) dernières années.

Ainsi, l'économie sénégalaise gagnerait à une plus grande diversification de ses activités afin de réduire son exposition aux aléas climatiques et aux performances de certaines sociétés.

Par ailleurs, toute stratégie de développement devrait s'accompagner d'une politique de sécurisation de l'approvisionnement en énergie sans laquelle un développement de l'activité industrielle ne peut être escompté.